

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 14/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



AFM Recyclage

ZI de la Touche
8 rue des entrepreneurs
44290 GUÉMENE PENFAO

Références : N3-2022-604-RapportInspection

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement AFM Recyclage implanté ZI de la Touche 8 rue des entrepreneurs 44290 GUÉMENE PENFAO. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopinée en raison de plaintes de voisinage pour des nuisances sonores

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM Recyclage
- ZI de la Touche 8 rue des entrepreneurs 44290 GUÉMENE PENFAO
- Code AIOT dans GUN : 0006303060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement exploite une déchetterie de métaux, un centre de regroupement, tri et transit de métaux et de déchets non dangereux et un centre de dépollution de VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite inopinée suite à des plaintes pour nuisances sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
Limitation des accès au site	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tri des déchets	Décret du 10/03/2016, article Section 3	/	Sans objet
Risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement	Code de l'environnement du 12/07/2021, article R. 511-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les pratiques d'exploitation et les résultats de la dernière campagne de mesures des niveaux sonores datant de 2020, l'inspection des installations classées considère que les plaintes de voisinage sont fondées. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un plan d'actions visant à réduire ses émissions et de caractériser les émergences à l'issue de ce plan d'actions (en déterminant le cas échéant la durée des périodes de dépassement si elles persistent).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : Respect des niveau sonores et des émergences
<p>Constats : Les nuisances sonores font l'objet d'interventions récurrentes de la part des riverains, la dernière a directement été transmise à l'inspection des installations classées le 24/05/22.</p> <p>Historiquement :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant a rappelé les résultats d'une campagne de mesures de bruits conduite en 2016 qui laissait apparaître la conformité des installations ;- Une nouvelle campagne de mesures de bruits a été réalisée le 07/02/20 sans qu'elle n'ait été demandée par l'inspection des installations classées, à la suite d'une plainte d'un riverain. Les résultats des mesures de bruits laissent apparaître une situation conforme en limites de propriété et un dépassement de l'émergence uniquement chez le tiers le plus proche (habitation implantée à l'intérieur même du site). A noter que l'exploitant a rapporté une opposition du principal plaignant qui a refusé l'exécution d'une mesure satisfaisante de l'émergence en faisant fonctionner un engin agricole pendant le créneau de mesure. <p>A la suite d'une nouvelle plainte regroupant plusieurs riverains, parvenue en août 2021, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mandater un bureau de contrôles afin qu'il fasse des mesures de bruits inopinées. Ces mesures, réalisées entre le 24 et le 25/11/22 (rapport daté du 21/02/22), mettent en évidence les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>En limites de propriété</u> - Le point D du plan de contrôle n'a pas été conservé, le point 5 n'est pas tout à fait à la même place et les points C et E ont été ajoutés. Les niveaux sonores respectent les 70 dB(A) prescrits par l'AM du 23/01/97. Par contre, les valeurs relevées dépassent désormais la limite initialement fixée par l'arrêté d'autorisation du 23/05/89 ;- <u>Dans les zones à émergences réglementées</u> - Les émergences mesurées donnent les résultats suivants : Point A : 23,5 dB (non-conforme, habitation située à l'intérieur du site) ; Point B : 6 dB (non-conforme), l'exploitant explique que l'entreprise contigüe contribue à ce niveau d'émergence ; Point C (ajouté) : 4 dB. Point D : 5 dB. Une erreur du BE est relevée car il a comparé les L50 au lieu des LAeq ce qui conduit à une émergence de 0 db en utilisant la règle suivante : si $LAeq - L50 > 5 \text{ dB}$, on compare les L50 et non les LAeq. Cependant ce critère de 5 dB(A) d'écart entre le LAeq et le L50 est à évaluer à partir de la mesure de bruit résiduel et non pas celle du bruit ambiant ; Point E : 1 dB. En définitive, deux mesures rendent compte de non-conformités des émergences chez les riverains les plus proches avec notamment un dépassement très important dans l'habitation la plus proche de l'installation. <p>Au vu de ces constats, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'engager un plan d'actions avec un échéancier précis de mise en oeuvre de ses engagements visant à maîtriser les dépassements constatés et de caractériser les émergences à l'issue de ce plan d'actions (en déterminant le cas échéant la durée des périodes de dépassement si elles persistent).</p> <p>Observations : L'exploitant devra par ailleurs clarifier le statut administratif de la maison d'habitation contigüe au site. A l'origine, cette habitation était sur un terrain intégré au périmètre de l'ICPE sans qu'il y ait eu cessation partielle pour modifier le périmètre de l'ICPE. L'exploitant devra préciser si il est toujours propriétaire de cette habitation et si les occupants ont un lien avec l'activité de l'entreprise (gardien, salarié ou autre).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : Respect des niveau sonores et des émergences
<p>Constats : En l'état des constats et des résultats des mesures de bruits et d'émergences obtenus, le bureau de contrôles ne relève pas de tonalité marquée. Par conséquent, les résultats de mesures sont moyennés sur la durée de la prise et comme l'exploitant fait état de durées de chargement ou de déchargement proches de 20 mn, le niveau sonore ressort probablement inférieur à ce qu'il est réellement.</p> <p>Sans chercher à déterminer, dans le cadre de ce rapport de visite, si les épisodes bruyants de chargements/déchargements des camions sont ou pas des tonalités marquées, l'inspection des installations classées relève que ces opérations constituent l'essentiel des gênes susceptibles d'être ressenties, ce que confirment les riverains dans leurs mails d'échanges avec l'entreprise. En effet, les chutes des ferrailles du grappin dans les bennes ou les manutentions contre les protections périphériques métalliques entraînent des chocs métaux contre métaux particulièrement bruyants.</p> <p>Par ailleurs, au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que la manutention d'un lave-linge entre la zone d'apport des particuliers et la benne de chargement a été réalisée en poussant le DEEE sur une distance de près de 30 m avec un engin de manutention au lieu de le porter, ce qui a entraîné des bruits de frottement au sol inutiles en sus du fonctionnement du chariot de manutention.</p> <p>Considérant les constats précités, en complément des mesures faites par Bureau Véritas, les plaintes des riverains apparaissent fondées compte-tenu des pratiques de l'exploitant. Par conséquent, l'inspection des installations classées lui demande de proposer des solutions de gestion des dépôts et de manutentions des métaux nettement moins bruyantes que les pratiques actuelles, par exemple, la mise en benne des DEEE par rangement et non par chute, le rapprochement des bennes des zones de collecte et de manutention, l'éloignement des chantiers bruyants par rapport aux riverains, la dépose et non la chute des grosses ferrailles, la mise en place d'écrans phoniques, le choix des horaires...</p> <p>Considérant l'historique des plaintes et des dépassements des valeurs limites qui remontent à plusieurs années et les constats faits sur place, un délai de 1 mois est accordé pour que les premières mesures soient déployées et que leurs effets se fassent sentir. A défaut, l'inspection des installations classées qualifiera les écarts en non-conformités majeures et proposera les sanctions administratives et pénales correspondantes prévues par le code de l'environnement.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Classement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2021, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Réglementation applicable
Prescription contrôlée : Tableau de classement et application des textes
<p>Constats : L'établissement dispose d'une autorisation initiale du 23/05/89 et d'un donner acte du 22/08/16 qui lui permet de bénéficier de l'antériorité pour les rubriques 2713, 2718 et 2710-1-a sous le régime de l'autorisation, 2712 sous le régime de l'enregistrement et 2714, 2716 et 2710-2-c sous le régime de la déclaration.</p> <p>A noter que depuis la parution du décret n° 2018-458 du 6 juin 2018, le régime de la déclaration des déchetteries relève désormais de la rubrique 2710-2-b et non 2710-2-c. De même, le site relève désormais du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2713 et l'activité de dépollution des VHU relève désormais de la rubrique 2712-1 au lieu de la 2712-1-b.</p> <p>Un donner acte est proposé pour mettre le classement à jour.</p> <p>Par conséquent, l'essentiel des dispositions techniques des arrêtés ministériels qui réglementent les activités visées s'appliquent à l'établissement. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à faire un récolement des prescriptions de ces textes afin de s'assurer de leur respect.</p> <p>L'inspection des installations classées propose également de mettre à jour l'agrément VHU pour tenir compte de la demande du 19/02/20 de porter sa capacité de traitement de VHU à 1250 véhicules en lieu et place des 250 VHU portés à la demande initiale. A cette occasion, le caractère définitif de l'agrément sera acté.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limitation des accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Etat de la clôture
Prescription contrôlée : Clôture sur le périmètre de l'installation d'une hauteur minimale de 2 m
<p>Constats : Une partie de la limitation du chantier est endommagée et à remettre en état.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de remettre ses clôtures en état et d'une hauteur conforme à la prescription de l'arrêté ministériel.</p> <p>Pour rappel, le manque d'entretien de la clôture a déjà été relevé lors de la dernière inspection du 18/12/18.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tri des déchets

Référence réglementaire : Décret du 10/03/2016, article Section 3
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets
Prescription contrôlée : Déchets ultimes
Constats : L'exploitant dispose d'une zone de regroupement de déchets non dangereux provenant d'entreprises (anciennement des DIB) en attente d'évacuation. Une zone similaire dédiée au transit des cartons est située à proximité immédiate. L'alvéole dite de « Tout-Venant » accueille en mélange des cartons propres, palettes et de grandes quantités de plastiques, des déchets qui relèvent du décret 5 flux et qui ne constituent pas des déchets ultimes. Au vu des constats faits, le tri 5 flux s'avère très approximatif et les « erreurs de tri » constatées ne peuvent être justifiées. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures adaptées pour que de tels constats ne puissent être reconduits et d'être en mesure de justifier de la prise de mesures permettant de respecter les dispositions du décret du 10/03/16.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dotation en moyens
Constats : L'exploitant dispose d'une citerne aérienne d'eau, destinée à la défense contre l'incendie raccordée à un surpresseur qui alimente des manches d'incendie. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer que la défense du site est connue et validée par le SDIS, qu'un plan du site répertorie les moyens disponibles et qu'une signalétique adaptée est en place pour les repérer. Concernant la citerne, sa capacité doit être indiquée, son niveau de remplissage doit faire l'objet d'un contrôle régulier (absence de fuite) et son intégrité physique est à garantir compte tenu de la puissance et la taille des engins qui évoluent au sein de l'établissement (par exemple, un obstacle qui interdise un choc).
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies
Prescription contrôlée : Protection des zones de travail
<p>Constats : Pendant la visite, deux personnels de l'entreprise découpaient au chalumeau (ou équivalent) des grosses pièces métalliques. La zone de travail était encombrée, dont la présence d'un stock de pneumatiques positionné à proximité.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de repérer cette zone de travail sur un plan et sur place et de l'aménager de telle sorte qu'elle soit exempte de toute présence de matière inflammable, combustible ou susceptible d'aggraver ou de propager un sinistre, dont les métaux à risques (tournures d'aluminium ou de magnésium...). En tout état de cause, une distance minimale libre d'au moins 10 m, comptée à partir des limites de ce chantier, est attendue.</p> <p>A cette occasion, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'un accident récent survenu dans une unité d'exploitation de son groupe s'est développée en raison d'un espacement insuffisant entre les activités.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet